agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org
Fondata nel 1927

ASIE/PAKISTAN – Des responsables musulmans prennent la défense des chrétiens : punir les abus des normes sur le blasphème

Lahore (Agence Fides) – Punir les abus et les instrumentalisations liés à la loi controversée sur le blasphème est une urgence en vue du respect de la légalité et de l'Etat de droit au Pakistan : c'est ce qu'affirment les responsables musulmans qui se sont réunis ces jours derniers dans le cadre du Conseil pour le Dialogue interreligieux de Lahore. Ils ont manifesté dans ce cadre leur solidarité aux chrétiens, victimes de l'attaque de la Joseph Colony le 9 mars dernier (voir Fides 09, 11 et 13/03/2013). L'attaque a eu comme prétexte un cas de blasphème supposé de la part du chrétien Sawan Masih, cas qui s'est révélé être totalement privé de fondement.
Comme cela a été indiqué à Fides, la réunion du Conseil, fortement voulue par les chefs musulmans, a rassemblé des responsables des différentes communautés religieuses, de la société civile et du monde politique, tels que le Père Francis Nadeem OFM Cap, Coordinateur du Conseil, Akram Masih Gill, Ministre d'Etat chargé de l'Harmonie interreligieuse ainsi que de nombreux ulémas et responsables musulmans. De ces derniers est parvenue de manière prioritaire la condamnation ferme de « l'épisode barbare », l'expression de leur solidarité avec toute la communauté chrétienne au Pakistan « en ce moment de grande persécution et de grande douleur ».
Mujeeb ur Rehman Shami, Directeur du Daily Pakistan, a qualifié l'attaque de « honte pour tous les musulmans du Pakistan », affirmant que « des malfaiteurs utilisent la violence au nom de l'islam. Il faut immédiatement former un comité d'étude, composé de responsables musulmans et chrétiens afin de trouver la voie en vue d'une utilisation correcte de la loi sur le blasphème ». Dans le cas où l'on constate que les accusation sont fausses – a-t-il poursuivi – « l'accusateur doit subir la même peine réservée au présumé coupable. C'est là le seul moyen d'éviter des abus à l'avenir ».
Le Pr. Aqeel Ullah a réaffirmé quant à lui : « En attaquant la Joseph Colony, les musulmans ont oublié les enseignements de l'islam », le mufti Abdul Naqi remarquant qu'il « est de notre devoir national et religieux de respecter l'humanité, sans aucune discrimination ».
Le chrétien Akram Masih Gill, Ministre d'Etat chargé de l'Harmonie, a apprécié le geste de bonne volonté des chefs islamiques, rappelant le principe de légalité : « Même si une personne est coupable, elle mérite la peine prescrite par la loi. Mais il n'est pas possible d'outrager et d'attaquer toute une communauté à la suite de l'erreur d'un seul homme. Nous, chrétiens, nous sommes des citoyens du Pakistan comme les autres ».
En conclusion, le Père Francis Nadeem OFM Cap, a remercié tous les membres musulmans du Conseil pour avoir organisé la rencontre en défense des chrétiens pakistanais, souhaitant que « des mesures concrètes soient adoptées afin de mettre fin à ce type de violence qui pourrait encore se vérifier à l'avenir ». A la fin de la rencontre, tous les participants ont récité ensemble la prière « Dieu, fait de moi un instrument de Ta paix » attribuée à Saint François d'Assise. (PA) (Agence Fides 20/03/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it